



Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

S/21593
22 août 1990
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

NOTE VERBALE DATEE DU 22 AOUT 1990, ADRESSEE AU SECRETAIRE
GENERAL PAR LE CHARGE D'AFFAIRES PAR INTERIM DE LA MISSION
PERMANENTE DE L'AUTRICHE AUPRES DE L'ORGANISATION DES
NATIONS UNIES

Le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente de l'Autriche auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Secrétaire général et, en réponse à sa note du 8 août 1990, référence SCPC/7/90(1), concernant la résolution 661 (1990) du Conseil de sécurité, a l'honneur de déclarer ce qui suit au nom du Gouvernement fédéral autrichien :

Dès que le Conseil de sécurité eut adopté la résolution 661 (1990) le 6 août 1990, le Gouvernement autrichien a annoncé sa décision d'appliquer toutes les sanctions imposées dans ladite résolution à l'égard de l'Iraq et du Koweït et de prendre toutes les mesures juridiques et administratives nécessaires à cet effet.

Par une décision en date du 13 août 1990, le Gouvernement fédéral a officiellement consigné un train de mesures, déjà en vigueur ou sur le point de prendre effet, visant à appliquer pleinement, dans le cadre de l'ordre juridique autrichien, les sanctions imposées. Ces mesures sont notamment les suivantes :

1) Afin d'appliquer l'embargo sur le commerce, le Ministre fédéral des affaires économiques, en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par la loi fédérale sur le commerce extérieur de 1984, a, par décret du 14 août 1990, déclaré qu'à compter du 17 août 1990, toutes les transactions et activités relatives à l'importation ou à l'exportation de produits de base et de marchandises en provenance de l'Iraq ou du Koweït ou à destination de ces pays seraient soumises à l'autorisation préalable de l'autorité compétente. A l'exception des cas prévus dans la résolution 661 (1990) - les fournitures à usage médical et, dans des cas où des considérations humanitaires le justifient, des produits alimentaires - cette autorisation ne sera pas accordée.

2) Les transactions et activités relatives à l'importation ou à l'exportation d'armes et de tout autre matériel militaire seraient déjà pleinement couvertes par la mesure visée au paragraphe 1) ci-dessus mais, compte tenu de l'importance particulière accordée aux armes et au matériel militaire dans la résolution du Conseil de sécurité, le 21 août 1990, le Gouvernement fédéral autrichien, usant des pouvoirs qui lui sont conférés par la loi fédérale de 1977

concernant l'exportation, l'importation et le transit de matériel militaire, a adopté un décret qui, de façon générale, interdit toute exportation à l'Iraq et au Koweït de matériel militaire et d'armes et munitions civiles. Ce décret prévoit des sanctions pénales supplémentaires en cas de tentative faite pour tourner les dispositions dudit décret.

3) Afin d'empêcher également le transbordement de produits de base et de marchandises irakiens ou koweïtiens sur le territoire autrichien ou par des navires battant pavillon autrichien, le Ministère fédéral de l'économie et des transports a, avec effet immédiat, interdit l'octroi de permis de transit aux camions irakiens et koweïtiens et interdit aux navires battant pavillon autrichien de faire escale dans certains ports ou de transporter des produits de base et des marchandises irakiens ou koweïtiens.

4) Le 13 août 1990, la Banque nationale autrichienne a adopté une proclamation officielle, publiée le 14 août 1990 avec effet immédiat, soumettant à l'autorisation préalable de la Banque nationale toute aliénation d'avoirs détenus par des non-résidents qui résident (sont domiciliés) en Iraq ou au Koweït ou à des personnes morales dotées du statut de non-résident appartenant directement ou indirectement à des non-résidents qui résident (sont domiciliés) dans un des pays susmentionnés. La même restriction s'applique aussi aux paiements, qu'ils soient en espèces ou non, effectués par des résidents ou des non-résidents à des bénéficiaires répondant aux critères exposés ci-dessus.

5) Afin de protéger les avoirs du Gouvernement koweïtien légitime et de ses entités, la Banque nationale autrichienne obtiendra des informations sur les entités koweïtiennes qui continuent de relever du Gouvernement koweïtien légitime et sont autorisées à effectuer des transactions concernant les avoirs du Koweït en Autriche.

Ce qui précède montre que l'Autriche est résolue à appliquer les sanctions obligatoires adoptées par le Conseil de sécurité dans la résolution 661 (1990). Il convient en outre de mentionner à propos de ce respect des sanctions obligatoires adoptées par l'organe compétent de l'Organisation des Nations Unies que l'Autriche a un statut internationalement reconnu d'Etat irréversiblement neutre. Le Gouvernement fédéral autrichien souhaite donc rappeler et affirmer les considérations de principe sur le statut international de l'Autriche formulées dans les réponses de l'Autriche aux notes du Secrétaire général relatives aux sanctions obligatoires à l'égard de la Rhodésie du Sud et de l'Afrique du Sud.

Le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente de l'Autriche auprès de l'Organisation des Nations Unies serait obligé au Secrétaire général de l'Organisation de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document du Conseil de sécurité.
